

La réforme monétaire

Le premier gouvernement post-communiste a créé une nouvelle loi régissant la monnaie (voir figure 4.1). Cette loi a mis fin aux taux «officiels» précédents de change du zloty, taux artificiels et irréalistes. La dévaluation que cette loi a fait subir au zloty a amené ses taux à un niveau plus réaliste d'environ 9 500 zlotys pour un dollar U.S. et a permis la convertibilité interne de la monnaie polonaise. La nouvelle loi a éliminé un nombre important des restrictions qui affectent les transactions monétaires à l'intérieur de la Pologne et a permis aux Polonais, que ce soit les entreprises ou les personnes, de transiger en devises fortes avec relativement de facilité. En outre, elle a éliminé tous les résidus de l'économie parallèle en dollar. Les magasins spécialisés qui ne transigeaient auparavant qu'en dollars ne le font plus qu'en zlotys.

Les nouvelles mesures comptaient parmi les plus réussies de tout le programme de réforme du gouvernement. Le taux de change du zloty est demeuré constant au cours de 1990, jusqu'à la mi 1991. En mai, le zloty a été dévalué et le nouveau taux fixé à 11 500 zlotys pour un dollar US. À cause des difficultés créées par l'inflation, la valeur du zloty a continué à s'éroder et ce phénomène a pris pour qualificatif «la dévaluation rampante». Le 26 février 1992, réagissant avec retard, le gouvernement a dévalué, à nouveau, et fixé le taux du zloty à 13 360 pour un dollar.

La réforme monétaire s'est accompagnée d'une politique monétaire assez serrée en tant que principal élément de la guerre à l'inflation. À compter de la fin novembre 1991, les réserves de la monnaie locale s'élevaient à 200,9 trillions de zlotys. Ceci représente une augmentation de 58,3 % par rapport à l'année précédente, taux qui reste nettement inférieur à celui de l'inflation, 70 %, cette même année.

Le gouvernement polonais disposait, en fin novembre 1991, de réserves en devises fortes totalisant 6,4 milliards de dollars US, réserves qui demeurèrent stables. L'épargne privée, en devises fortes, a connu la même stabilité et a atteint 5,7 milliards de dollars US à la fin de novembre après avoir chuté, au mois de mai, à 4,8 milliards de dollars US.

Les entrepreneurs qui examinent les possibilités d'affaires en Pologne devraient voir d'un bon oeil la nouvelle loi sur les devises et y percevoir la volonté du gouvernement de régler les problèmes économiques du pays. La réforme monétaire vient compléter d'autres mesures adoptées par le nouveau gouvernement, dont celles visant l'abolition des subventions, le réalignement de l'ensemble des prix et l'imposition de limites très strictes à la progression des salaires. L'ensemble de ces mesures a constitué le traitement qu'il fallait au pays pour maîtriser l'inflation et entamer le rétablissement économique.

Figure 4.1

Principales dispositions de la nouvelle loi sur la monnaie

(en date du 1er janvier 1990)

- La Banque nationale de Pologne vend les devises fortes à toutes les entreprises qui en ont besoin pour leurs activités commerciales.
- Toutes les entreprises polonaises qui ont des revenus en devises fortes sont dans l'obligation de les vendre à la Banque nationale de Pologne.
- Toutes les distinctions faites, par le passé, entre les taux officiels, ceux du marché et ceux de ventes aux enchères, sont éliminées.
- Le Président de la Banque nationale de Pologne peut fixer et modifier le taux de change de la Banque selon le marché.
- Toute personne peut acheter et vendre des devises fortes aux comptoirs de change étranger (kantors).
- Les kantors ont aussi le droit d'acheter et vendre des devises fortes à des entreprises polonaises.
- Bien que peu de restrictions subsistent quant à la manière de transiger les devises fortes, la loi exige que toutes les transactions soient faites en zlotys polonais afin d'éliminer la "dollarisation" de l'économie polonaise.
- Les kantors ne sont toujours pas autorisés à transiger en devises fortes avec des entreprises étrangères, mais ils peuvent en acheter et en vendre à des personnes de nationalité étrangère.
- Les étrangers en visite en Pologne ne sont plus obligés de vendre des montants fixes de devises fortes, ni ne sont obligés de payer leur note d'hôtel et autres services en devises fortes.
- Les banques commerciales sont les principaux intermédiaires lorsqu'il s'agit de transactions étrangères.

La guerre à l'inflation

Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour restaurer la crédibilité de la monnaie polonaise, le gouvernement de ce pays a accordé la priorité à la stabilisation des prix et mettra fin à la spirale inflationniste. Pour ce faire, il a imposé un contrôle sur les augmentations salariales et cherché à rétablir l'équilibre du budget de l'État.

Au cours de la deuxième moitié de l'année 1989, le taux d'inflation polonais avait atteint un taux annualisé d'environ 2 000 %. Les réformes ont réduit ce taux à environ 250 % en 1990 et environ 70 % en 1991. Au troisième trimestre de